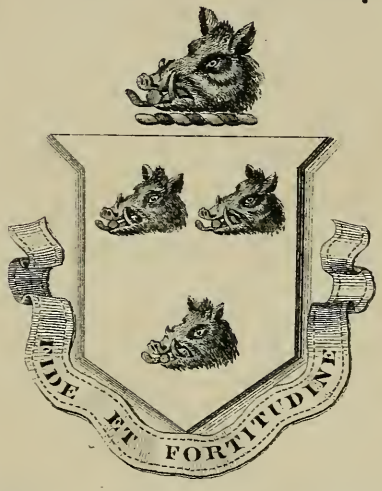
Accessions
159.830

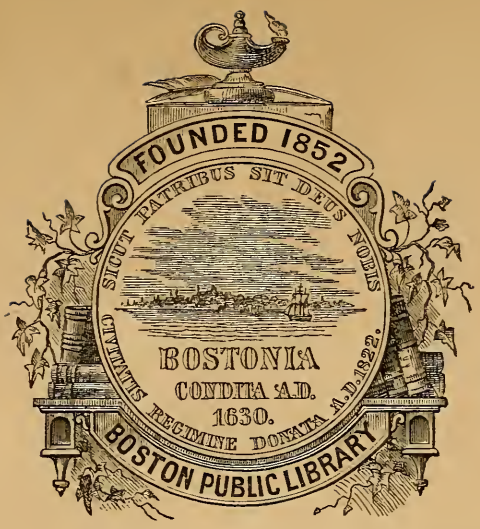
Shelf No.
xG.3656.15

Barton Library.



Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.
Received May, 1873.
Not to be taken from the Library.



3 0 6

PAMPHLETS.

French

Revolution.

1790

Barton Library

XC3656
.B5

157.830
May, 1873

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

http://www.archive.org/details/observationssurl00mont

4

OBSERVATIONS

SUR LE SYSTÈME

DE L'ANGLETERRE,

POUR réduire dans ſa dépendance le Commerce Maritime de l'Univers ;

Par M. MONTVERT, l'un des deux Repréſentans le Corps de MM. les Maréchaux-de-Camp, à la Fédération Patriotique du 14 de ce mois de Juillet 1790.

1790.

AVANT-PROPOS.

J'ai présenté aux Ministres du Roi, en 1786, 1787, & Février 1788 (*), des notes sur les Puissances de l'Europe, qui pouvoient avoir intérêt de faire la guerre ou de conserver la paix, notamment sur les vues d'ambition de l'Angleterre, en proposant quelques moyens pour nous prémunir contre les événemens.

En Août dernier je rappellai

(*) On trouvera dans ce dernier Mémoire quelques détails relatifs aux circonstances.

à notre Miniſtère ces mêmes réflexions, en expoſant mes craintes que des ennemis domeſtiques, encouragés ou ſoudoyés par ceux du dehors, ne concouruſſent à attiſer chez nous le feu de la diſcorde.

Les circonſtances actuelles fortifiant le contenu de mes précédens expoſés, je dois à ma Patrie de publier le Précis des obſervations dont je m'occupe depuis vingt-trois ans.

OBSERVATIONS

Sur le ſyſtême de l'Angleterre, pour réduire dans ſa dépendance le Commerce Maritime de l'Univers ;

Par M. Montvert, l'un des deux Repréſentans le Corps de MM. les Maréchaux-de-Camp, à la Fédération Patriotique du 14 du mois de Juillet 1790.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ANGLETERRE.

Nos fautes Politiques & Militaires dans la dernière guerre, & les haſards qui ont favoriſé nos ennemis les ont préſervés de plus grandes pertes en Europe, en Amérique & dans l'Inde ; malgré tous ces avantages, cette guerre a été la plus ruineuſe que l'Angleterre

ait jamais éprouvée, & a mis le comble à ſa dette Nationale.

D'auſſi grands dangers à prévenir, la néceſſité d'en impoſer à l'Europe, celle de ſoutenir le crédit public, & l'eſpérance de profiter des circonſtances pour réparer les pertes paſſées, ont exigé de la Nation de nouveaux ſacrifices.

Depuis la dernière paix les trois Royaumes ont été mis dans un état de défenſe où ils n'avoient jamais été : leurs établiſſemens au-delà des mers ont été pourvus de tous les objets qui pouvoient les faire reſpecter, même de ceux qui pouvoient fournir au beſoin de moyens pour entreprendre au-dehors.

L'Angleterre s'eſt encore étayée par des nouvelles alliances, & a pris à ſa ſolde des Troupes étrangères, tandis que la France & l'Eſpagne, les ſeules Puiſſances de qui elle ait quelque choſe à craindre, ne reſpiroient que la paix.

Ces diſpoſitions faites, le Miniſtère Anglois a tenté de nous brouiller avec la Porte,

pour nous enlever le commerce du Levant, & ſuſciter une guerre générale en Europe. En même-temps il a été le principal moteur des troubles de la Hollande & de la perte de ſa liberté, en profitant des embarras du feu Empereur, & ſur-tout de la pénurie de finances de la France.

Le nouveau Dictateur des Provinces-Unies ne pouvant ſe maintenir qu'avec l'appui de l'Angleterre, celle-ci pourra donc diſpoſer de ſes forces, ainſi que des poſtes importans du Cap de Bonne-Eſpérance & de Trinquemalay.

Le Miniſtère Anglois doit avoir vu avec inquiétude les ſuites de notre Révolution, & ſouhaité de les voir contrariées par les troubles & la guerre civile. Pour mettre à profit les circonſtances, ils ont fait paſſer l'Automne dernier, des forces dans l'Inde, ſous prétexte des vues hoſtiles de Tipoo Sultan.

Il ne ſeroit pas étonnant qu'un des objets de l'armement des Anglois eût été de ſoutenir dans le Nord de l'Amérique la démarche projettée à Nootka, ſur l'apparence

d'une entrepriſe faite par des particuliers, & qui a donné occaſion à la querelle actuelle entre l'Eſpagne & l'Angleterre.

D'après la vivacité des armemens de l'Angleterre, pour un ſujet ſi facile à concilier, & pour lequel l'Eſpagne paroît offrir tous les dédommagemens les plus raiſonnables, il ſemble que le Miniſtère Anglois cherche à rendre cet accommodement impoſſible, & que ſon vrai but eſt d'obtenir la liberté du commerce dans les Colonies Eſpagnoles, pour devenir les colporteurs du produit du ſol & de l'induſtrie de l'univers. D'après ces vues on doit s'attendre que les forces réunies de l'Angleterre & de la Hollande vont ſe raſſembler en Amérique, ainſi qu'au Cap de Bonne-Eſpérance & à Trinquemalay, ſoit pour obtenir cette liberté de commerce; & s'ils ne peuvent y parvenir, entreprendre ſur les poſſeſſions Eſpagnoles.

Dans le deuxième cas ils pourront commencer par entreprendre ſur le poſte important de l'Iſle de France, & s'ils venoient à bout de s'en ſaiſir, ils réuniroient toutes leurs forces de l'Inde au Cap de Bonne-Eſpérance, d'où ils partiroient pour favo-

riſer leurs entrepriſes ſur les poſſeſſions Eſpagnoles.

Si les Anglois parvenoient à s'emparer de quelques provinces Eſpagnoles dans le continent du Nouveau Monde, & par conſéquent des tréſors qui s'y trouveroient, ils ſe procureroient en même-temps les richeſſes des habitans, en leur fourniſſant les objets d'Europe & d'Aſie.

Dès-lors ils auroient de nouveaux moyens pour ſoudoyer leurs agens employés à entretenir la diviſion parmi les Puiſſances de l'Europe, & les troubles en France, afin de parvenir à conſerver, par un Traité, une partie de leurs conquêtes, & d'obtenir la liberté du commerce dans les Colonies Eſpagnoles.

De pareils ſuccès leur procureroient également la liberté du commerce dans les Colonies Françoiſes, & il en réſulteroit de là la deſtruction de nos Manufactures, de notre Commerce, & par ſuite de notre Marine.

Il eſt important d'obſerver que les impôts

de la Grande Bretagne, quoique portés au dernier période, ſont inſuffiſans pour acquitter les intérêts de ſa dette nationale, & pour fournir aux dépenſes courantes. Depuis la dernière paix il a fallu recourir à de nouveaux emprunts pour couvrir le déficit. Il eſt impoſſible d'établir de nouveaux impôts que ſur les poſſeſſions territoriales qui feroient d'un mince produit, révolteroient les propriétaires, augmenteroient le prix des ſubſiſtances, & par ſuite celui de la main d'œuvre, au détriment des Manufactures.

La majeure partie des richeſſes des habitans des trois Royaumes ſont repréſentées par des titres de créance ſur l'Etat dont les principaux porteurs habitent Londres & ſes environs ; & c'eſt cette petite claſſe d'habitans qui influe le plus ſur les opérations du Gouvernement, & qui participe aux places lucratives de ſpéculations de finance, de fourniture & de commerce.

Ces hommes ont un intérêt particulier, pour le ſoutien du crédit public, d'engager le Gouvernement à faire des entrepriſes qui puiſſent favoriſer leurs ſpéculations, ſoit en profitant des dépenſes qu'elles doivent occa-

ſionner, ou des bénéfices que leurs ſuccès peuvent produire.

La maſſe de la Nation ne participe pas aux mêmes bénéfices de ces ſpéculateurs, & elle ſe trouve pourtant dans le cas de ſupporter l'augmentation des charges que ces entrepriſes occaſionnent, en grevant l'Etat de nouvelles dettes.

Tout Patriote Anglois ne peut pas oublier que l'entrepriſe de Lord North a expoſé ſa Patrie aux plus grands dangers, & l'a grevée d'une augmentation énorme de dettes. Or ils doivent faire tous leurs efforts pour que les Membres du nouveau Parlement ſoient en plus grand nombre de Patriotes, & que chaque Cité fourniſſe ſes Députés en raiſon de ſa population; que le Parlement ſoit triennal, afin que la Cour trouve plus d'obſtacles à la corruption, & que le pouvoir de faire la guerre ou la paix ſoit partagé entre le Roi & la Nation, pour que le peuple ne ſoit plus expoſé à être la victime de l'ambition & de la cupidité de quelques particuliers.

Le Miniſtère & ſes partiſans, alarmés du

danger qu'il y auroit pour eux d'un pareil changement doivent faire agir tous les reſſorts pour en éloigner la Nation, en l'entraînant dans une nouvelle guerre; & pour y parvenir, ils doivent expoſer la ſituation des choſes en Europe, & notamment l'état de détreſſe où ſe trouve la France, en échauffant la partie du peuple qui a tout à eſpérer & rien à perdre; en préſentant à ſa Nation les tréſors de l'Eſpagne à conquérir, & les Manufactures Françoiſes à détruire; ce qui doit accélérer la ſortie de leur armement, & environ trois cents corſaires, pour renouveller les pirateries de 1755.

En conſidérant que la population de l'Angleterre n'eſt que le tiers de celle de la France, & qu'une partie des hommes qu'elle emploie à la guerre ſont pris au haſard & forcement; que ſes Manufactures & ſon commerce ſont ſes principales reſſources; que la ſomme de ſa dette eſt infiniment plus conſidérable que celle de la France; qu'elle n'a aucun bien diſponible pour l'acquitter; qu'elle eſt dans l'impoſſibilité de créer de nouveaux impôts; qu'elle n'a aucune hypothèque à préſenter pour faire des nouveaux

emprunts ; qu'un événement de guerre de terre ou de mer peut porter atteinte à ſon crédit public ; que des ſuccès médiocres doivent néceſſairement l'épuiſer ; que même ſes conquêtes pourroient bien faire la fortune des particuliers, ſans couvrir les dépenſes publiques, & diviſeront en même-temps leurs forces ; qu'alors les Puiſſances de l'Europe qui ont intérêt à réprimer ſa cupidité, auront la facilité de le faire, & qu'une longue guerre, quelle qu'elle ſoit, doit finir par opérer ſa ruine.

CHAPITRE II.

DE L'ESPAGNE.

La Cour de Madrid, ſur la foi des Traités, n'a pu ſe prémunir contre l'armement de l'Angleterre, & ne peut avoir que des forces inférieures pour s'oppoſer aux premières entrepriſes de ſon ennemi ; mais elle pourra avoir deux reſſources incalculables.

La première eſt qu'une guerre auſſi injuſte contre l'honneur & la propriété des Eſpagnols doit enflammer la généroſité, le courage & la conſtance dont cette Nation a donné de ſi grandes preuves dans tous les ſiècles ; & ſon Clergé ſéculier & régulier, animé du même zèle, doit faire tous les ſacrifices poſſibles pour ſauver la Patrie & la Religion : un pareil eſprit National doit produire des actes d'héroïſme.

La ſeconde eſt l'intérêt qu'ont tous les peuples de l'Europe à empêcher que l'Eſpagne ne ſuccombe aux vues de cupidité

de l'Angleterre, pour n'être pas exposés à ce que leur industrie & leur commerce deviennent dépendans de huit à neuf millions d'insulaires, & de ne quitter les armes qu'après les avoir fait rentrer dans les limites que la nature semble leur avoir prescrites.

CHAPITRE III.

DE LA FRANCE.

NOTRE Conſtitution va régénérer toutes choſes, & donner une nouvelle deſtination à l'emploi des moyens, de l'induſtrie & du travail en faveur de l'agriculture, des fabriques & du commerce. Les baſes ſont établies, les matériaux tout diſpoſés; mais il reſte beaucoup à faire.

Si, pour n'être pas diſtraits en organiſant notre Conſtitution, nous prenions le parti de reſter témoins indifférens pendant que nos voiſins font de ſi grands armemens, ne pourroit-il pas arriver que ſi l'Eſpagne venoit à ſuccomber, l'Angleterre n'exigeât d'elle de lui accorder le commerce excluſif, à limiter ſes forces navales? Dès-lors l'Angleterre auroit de nouveaux moyens pour entretenir les diviſions parmi les Puiſſances de l'Europe, pour nous attirer des ennemis du dehors, & favoriſer ceux du dedans.

Par ces événemens nous ſerions privés du commerce avec l'Eſpagne ; nos Colonies & nos importations & exportations ſeroient à la merci de nos rivaux ; & nos ouvriers & matelots paſſeroient chez l'étranger, & par ſuite nos Manufactures ne ſeroient plus alimentées que pour notre conſommation.

Dans cet état de foibleſſe, il pourroit peut-être arriver que nos rivaux, pour empêcher de nous relever de cet état d'humiliation, oſeront propoſer de limiter notre Marine, & peut-être de fermer quelqu'un de nos ports, comme ils ont fait jadis de celui de Dunkerque ; dès-lors nous ſerions expoſés à devenir, comme le Portugal, une Monarchie ſimplement agricole.

Pour que les Miniſtres de nos rivaux ne puiſſent pas ſe ſervir de ce prétexte illuſoire de nous faire la loi, tout néceſſite, malgré nos embarras, de nous mettre dans un état de défenſe reſpectable, qui ſera la plus sûre ſauve-garde de nos Colonies & de notre commerce, ainſi que pour prévenir un acte de piraterie, tel que celui de 1755 ; tandis que la majeure partie de ces dépenſes reſtera

dans le Royaume, en nous conſervant nos ouvriers & nos matelots.

De pareilles diſpoſitions occuperont les eſprits, rapprocheront les opinions, rétabliront la confiance, élèveront l'ame, & concourront à l'affermiſſement de la Conſtitution; d'où réſultera le rétabliſſement de la ſubordination, de la diſcipline & de l'ordre.

Si la Loi nons défend tout agrandiſſement, elle nous oblige, ainſi que l'honneur, à ne pas ſouffrir qu'on porte atteinte directement ni indirectement à nos intérêts, ſur-tout au moment da notre régénération. Ainſi, une conduite franche, ferme & ſoutenue va décider de l'opinion que l'univers doit prendre de nous.

Nous avons un contrat avec l'Eſpagne, pour faire un échange reſpectif des produits de nos poſſeſſions, & l'induſtrie des habitans des deux Royaumes s'eſt montée en conſéquence.

Si l'Angleterre vient attaquer l'Eſpagne

pour détruire ce contrat, comme tout paroît l'annoncer, & qui ſemble être le vrai motif de ſon armement, alors il eſt bien clair que l'Angleterre attaque auſſi nos intérêts; & ſi elle parvenoit à s'emparer de quelque poſſeſſion Eſpagnole, elle nous priveroit donc de la conſommation qu'elle faiſoit de nos produits que ſa Métropole lui faiſoit paſſer.

Si une des conquêtes de l'Angleterre étoit la partie Eſpagnole de Saint-Domingue, alors celle qui nous appartient ſeroit privée des reſſources que la première lui procure, & expoſée à devenir un jour la proie de l'Angleterre.

Mais en admettant ſimplement que l'ambition de l'Angleterre ſe borne à obtenir un Traité de commerce favorable avec l'Eſpagne, comme il ne peut ſe faire qu'à notre détriment, c'eſt un aſſez puiſſant motif pour nous mettre en état de défenſe, propre à lui en impoſer, & venir au ſecours de l'Eſpagne, pour ſoutenir nos propres intérêts ſi le cas l'exige.

Je dis plus, d'après la renonciation ſo-

lemnelle que nous avons faite à tout agrandiſſement, nous devons jouer le rôle ſublime de protecteurs de nos voiſins opprimés ; une conduite auſſi franche & auſſi généreuſe doit nous acquérir leur confiance, & donner le poids néceſſaire à notre médiation, pour que les Puiſſances qui auront des débats entr'elles ſe rendent à une ſatisfaction juſte raiſonnable.

Si malgré les principes juſtes & modérés de notre Conſtitution, & la loyauté de notre Roi, nous venions à être forcés à la guerre, ce ſera peut-être une circonſtance favorable qu'au moment de notre régénération nous ayons occaſion de donner l'eſſor au feu patriotique dont nous ſommes animés; ayant d'ailleurs plus de moyens & de reſſources pour ſoutenir une longue guerre ; & moins de chances à riſquer que l'Angleterre.

Par le nouvel ordre des choſes les perſonnes employées & payées pour le ſervice de la choſe publique ſeront réduites au ſeul nombre néceſſaire à leurs fonctions ; de-là moins de ſalaires à acquitter dans nos armées.

Chacun devant eſpérer ou craindre d'être traité d'après ſes œuvres ; il n'y aura plus les mêmes déprédations, ni les manœuvres qui ont ſi ſouvent expoſé nos armées, & entraîné des pertes & des dépenſes énormes.

D'autre part, les Militaires n'ayant plus à craindre l'arbitraire & les variantes qui, en portant le dégoût, renouvelloient ſi ſouvent nos armées, s'attacheront à leur état ; ce qui conſervera des hommes précieux, diminuera les frais de recrues, & les retraites précoces.

Les ſuppreſſions & les réformes qui vont s'opérer dans toutes les parties de l'adminiſtration publique, diminueront nos dépenſes.

La deſtruction des abus & des exemptions dans l'aſſiette comme dans la répartition des impôts, rendra le revenu du fiſc plus égal & moins à charge à la maſſe des Citoyens ; tandis que la nouvelle liberté dont les Habitans de la campagne vont jouir, augmentera le produit de notre ſol.

Les biens disponibles de la Nation acquitteront une partie de nos dettes, & fourniront de grandes ressources pour les circonstances les plus urgentes.

D'après ces vérités, il est démontré que nos ressources sont plus assurées que celles de nos rivaux, quoique le Peuple y soit beaucoup moins foulé par les impôts directs ou indirects.

Dans cette position, en portant la majeure partie de nos dépenses à préparer un armement pour nous mettre en mesure de faire une descente en Angleterre, il faut que nos ennemis tiennent à la mer au moins un quatrième de forces supérieures aux nôtres, soit en vaisseaux, comme en hommes; dès-lors ils sont dans l'impuissance de faire des expéditions éloignées; & en poussant successivement nos préparatifs, cette dépense, comme nous l'avons dit ailleurs, restera dans le Royaume, occupera une foule de personnes oisives, & d'autres qui ont besoin d'un salaire pour subsister; ce qui doit contribuer à amener la tranquilité & l'ordre.

On pourra dire que des dispositions de

guerre, dans la pénurie où ſont nos finances & dans l'agitation où ſont les eſprits en France, peut nous expoſer au danger de perdre entiérement nos Colonies, & d'être attaqués ſur nos frontières, par des ennemis que nos rivaux nous ſuſciteront.

Le premier danger eſt inévitable, en reſtant dans un état paſſif; & le deuxième ſeroit plus à craindre, par ce que nous avons dit plus haut.

L'eſprit patriotique qui anime la Nation doit compoſer nos Troupes de ligne d'une eſpèce d'hommes plus attachés à la Patrie, & qui, électriſés par ce ſentiment & par l'eſpérance que chacun aura de recevoir la récompenſe qu'il aura méritée, doit donner aux Troupes une énergie & une vigueur nouvelle; tandis que nos Gardes-Nationales, pénétrés du même ſentiment, fourniront au beſoin, en hommes de bonne volonté, de quoi former une ſeconde armée pour défendre nos frontières.

D'ailleurs le peuple qui nous environne, s'il eſt forcé à devenir par la guerre l'inſ-

trument & la victime des passions des Ministres, ne sauroit y concourir qu'à regret, sur-tout contre des voisins, qui viennent de conquérir leur liberté, qui auront leur honneur à venger, & leurs propriétés à défendre.

Alors le parti le plus digne des François est d'adopter les principes de la discipline des Romains, & leur obstination contre Carthage, comme l'unique moyen d'établir la liberté & la sureté de leur échange respectif avec tous les peuples de l'univers.

De l'Imprimerie de Vᵉ Herissant, rue Neuve-Notre-Dame, 1790.